



Angers le 30 avril 2021

Mesdames et Messieurs les élu-e-s,

Le 12 juin 2019, Les syndicats représentatifs de la Direction Départementale des Finances Publiques de Maine et Loire, vous alertaient sur la mise en place d'un plan méthodique de destruction du réseau de la DGFIP, consistant, en particulier, en la fermeture de toutes les trésoreries du Maine-et-Loire, selon le calendrier suivant :

- fermetures des trésoreries d'Avrillé, Chemillé, Doué, Longué-Jumelles au 1er janvier 2020,
- des trésoreries de Bellevigne en Layon et Chalonnes sur Loire au 1er janvier 2021,
- de la trésorerie de Seiches sur le Loir au 1^{er} janvier 2022
- des trésoreries du Lion d'Angers, Montrevault sur Evre, Beaupréau en Mauges au 1er janvier 2023

A cela s'ajoute, la disparition des services des impôts des entreprises (SIE) de Segré en Anjou bleu et Baugé en Anjou, effective depuis le 1^{er} janvier 2019, puis le transfert des missions foncières et cadastrales de ces mêmes résidences vers un Service départemental des Impôts fonciers à Angers (au 1^{er} septembre 2021).

La disparition des services des impôts des Particuliers (SIP) de Segré en Anjou bleu et Baugé en Anjou est quant à elle programmée pour le 1^{er} janvier 2023.

Comme nous vous l'indiquions à l'époque, la mise en place des permanences dans les Établissements France Services (EFS) à raison d'une demi-journée par semaine (voire d'une demi-journée tous les 15 jours) s'est substituée à ces structures pérennes qui comptaient plusieurs agents.

Structures qui historiquement existaient dans les communes où ces permanences sont instaurées et où les élus locaux, les usagers et les contribuables trouvaient un service public fiscal et de gestion publique, de proximité et de qualité, ouvert quotidiennement.

À ces mesures de recul du service public se sont ajoutées des décisions de réduction des horaires d'ouverture au public. Désormais les Centres des Finances Publiques d'Angers, de Cholet et de Saumur n'accueillent plus les contribuables sans rendez-vous que les matins de 8h30 à 12h.

Nos concitoyens, et notamment les plus fragiles, démunis ou isolés, sont en droit d'attendre un service public républicain qui apporte des réponses précises à leurs attentes et à leurs besoins.

C'est bien pour la préservation de la qualité du service fiscal, foncier et de gestion publique que nos organisations syndicales se battent et avec elles, les agents en charge de cette mission qui en cette période de crise sanitaire que nous traversons a montré toute son utilité.

Ainsi, nos collègues sont très fermement opposés à ces fermetures et l'ont fait savoir à l'occasion d'une pétition remise, en octobre 2019, au Directeur départemental des Finances Publiques de Maine-et-Loire qui a recueilli 600 signatures sur 814 agents.

Un comble, lorsqu'on sait que le centre des finances publiques de Beaupréau, en particulier, vient d'être relogé dans des bâtiments entièrement réhabilités, par la commune.

Mesdames et Messieurs, en tant qu'élu-e-s de la République, vous devez prendre toute la mesure de ces reculs sans précédent et, vous y opposer et le faire savoir, dans l'intérêt de vos administré-e-s.

Dans les conseils municipaux et communautaires, nous vous invitons à prendre des délibérations contre les restructurations annoncées et pour le maintien dans vos territoires de centres des finances publiques avec toutes les missions (Impôts et Gestion des collectivités locales).

Dans l'attente de votre soutien et de vos délibérations, nous nous tenons bien entendu à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions de recevoir, Mesdames et Messieurs les Élu-e-s, nos salutations républicaines.

Les représentants des syndicats de la Direction
Départementale des Finances Publiques de Maine et Loire,

Pour Solidaires Finances Publiques, la secrétaire de section, Dalila EL MEZDARI, 06.75.74.32.12

Pour FO DGFIP, le secrétaire de section, Christel LUCAS, 06.79.57.43.76

Pour CGT Finances Publiques, la secrétaire de section, Clémence THOMAS, 07.67.39.62.26

Pour CFDT Finances Publiques, la secrétaire de section, Valérie ROBERT, 06.89.34.34.36